



## Appel à communications

### L'éducation en situation migratoire

Colloque international

18-19 juin 2020

INSHEA - 58-60, avenue des Landes - 92150 Suresnes

#### Conférenciers invités :

- **Michel AGIER**, directeur d'études à l'EHESS, Cems, IC Migrations
- **Mathieu ICHOU**, chargé de recherche, Ined, fellow at IC Migrations
- **Benjamin MOIGNARD**, MCF à l'UPEC, LIRTES, co-directeur de l'Observatoire Universitaire International Éducation et Prévention
- **Catherine WIHTOL DE WENDEN**, directrice de recherche émérite au CNRS.

#### Grand témoin :

- **Jean-Michel ZAKHARTCHOUK**, enseignant et formateur, rédacteur aux *Cahiers pédagogiques*



Terre d'accueil historique, la France a scolarisé de nombreux enfants étrangers tout au long du XX<sup>e</sup> siècle (Noiriel, 1988 ; Sayad 2014). Depuis les années 1970, l'Éducation nationale charge les CEFISEM puis les CASNAV<sup>1</sup> de gérer la scolarisation des enfants en situation de migration et d'allophonie. L'objectif de promouvoir des pratiques pédagogiques « adaptées » à ces publics, relevant de la didactique du français en tant que langue seconde et à visée scolaire, s'est constituée et remodelée au fil du temps et des contextes (Cuq, 1991 ; Mendonça Dias, 2012 ; Verdelhan-Bourgade, 2002 ; Vigner, 2009).

Dans le même temps, le renouvellement des populations migrantes contribue à reconfigurer substantiellement le paysage migratoire français, ce qui influence les agirs professionnels et institutionnels en charge de ces publics. Ainsi, la conjoncture migratoire se caractérise par l'arrivée d'enfants et de jeunes dans le cadre de migrations familiales, ou migrant de façon plus isolée sur le territoire. Cette situation s'accompagne d'une forte hétérogénéité sociale et éducative des personnes migrantes, qui constitue un enjeu pour les acteurs institutionnels. Ces ajustements provoquent notamment des tensions entre, d'une part, les pouvoirs publics garants des politiques d'accueil et de séjour restrictives (Lendaro, Rodier, Vertongen, 2019 ; Spire, 2008) et, d'autre part, les acteurs éducatifs, sociaux et associatifs œuvrant en faveur des droits de l'enfant et du droit à la scolarisation (Rigoni, 2019). Cette configuration produit une tension qui traverse l'expérience scolaire migrante entre un temps administratif et un temps scolaire (Armagnague, 2018). Face à cette complexification des mouvements migratoires, le défi est de taille pour les institutions éducatives, l'école mais aussi les acteurs de l'intervention sociale.

Ce colloque s'inscrit dans le cadre de la clôture du programme de recherche EDUCINCLU relatif à l'éducation inclusive des enfants et jeunes migrants, financé par l'IRES (Institut de Recherches économiques et sociales), soutenu par l'UNSA-Education et porté par l'INSHEA (Institut national supérieur de formation et de recherche pour l'éducation des jeunes handicapés et les enseignements adaptés). Il vise à mieux comprendre les questions éducatives posées par l'accompagnement des enfants et jeunes migrants à la fois dans l'univers scolaire mais aussi en dehors de celui-ci. Les propositions de communication pourront s'organiser autour des problématiques suivantes :

- **Les politiques publiques et leurs effets**

En s'intéressant aux cadres institutionnels et réglementaires organisant la scolarisation et le droit au séjour des enfants et des jeunes migrants, il s'agira d'interroger les applications par les administrations du droit à l'éducation dans différents contextes socio-politiques. Quels sont les effets des contextes politiques sur les enfants/jeunes (dont les mineurs non-accompagnés (Bailleul, Senovilla Hernandez, 2016)), sur leur accueil (Mendonça Dias, 2016 ; Schiff, Fouquet-Chauprade, 2011), sur leur socialisation à l'école, ainsi que sur le terrain scolaire et en termes d'accompagnement social et socio-éducatif (Mendonça Dias, Rigoni, 2019). Cet axe s'intéressera également à différents contextes nationaux, en analysant l'adaptation et la mise en application des principales sources juridiques internationales en matière de droit à l'éducation et d'obligations scolaires.

---

<sup>1</sup> CEFISEM : Centres de formation et d'information pour la scolarisation des enfants de migrants ; CASNAV : Centre académique pour la scolarisation des enfants allophones nouvellement arrivés et des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs.

- **Les conditions d'accueil scolaire et éducatif**

Il s'agit ici de renforcer la connaissance liée aux différentes modalités éducatives, sociales et symboliques qui s'exercent vis-à-vis des enfants et jeunes migrants mais aussi vis-à-vis de leurs parents ou proches. L'objectif est de rassembler les travaux disponibles quant aux différentes facettes des expériences éducatives et de l'accompagnement pédagogique, social, administratif, etc., dans différents temps et lieux. Il conviendra également de s'intéresser aux effets, aux vécus et aux subjectivités enfantines (Sirota, 2006) assortissant ces orientations et politiques publiques, ainsi qu'aux modes de participation de ces personnes dans ces différents espaces. Les analyses comparatives et les regards internationaux seront les bienvenus ainsi que les études longitudinales.

- **Les dimensions pluri-professionnelles de l'accompagnement éducatif des enfants et jeunes migrants**

Cet axe vise à comprendre les divers champs professionnels, les constructions et réinterrogations des professions et professionnalités, des missions éducatives auprès de ces publics. Il importera également d'analyser la façon dont s'agencent les pratiques de différents acteurs éducatifs dont la formation et les cultures professionnelles diffèrent. Il existe parfois des tensions, des concurrences professionnelles dues à des légitimités éducatives différentes (Rigoni, 2018). Dans certains cas, une complémentarité parvient à se construire pour la résolution d'un problème tandis qu'elle échoue ailleurs. Cette partie visera l'étude des relations interprofessionnelles permettant une interrogation des professionnalités et des pratiques éducatives. Son objectif principal est l'identification de besoins professionnels et de modalités de réponse concertées.

- **Méthodologie d'enquête**

Enfin, l'attention sera portée aux méthodes d'enquête innovantes, quelles que soient leurs formes. La réflexion sur des méthodes ethnographiques d'enquête (Armagnague, Rigoni, 2016 ; Armagnague, Cossée *et al.*, 2017 ; Clavé-Mercier, Rigoni, 2017) peut ainsi être prolongée et mise au travail par d'autres approches méthodologiques. L'explicitation des objectifs épistémologiques de ces expérimentations ou essais méthodologiques sera recherchée.

## **MODALITÉS DE SOUMISSION**

Les propositions de communication devront répondre aux normes suivantes :

- Nom, prénom du ou des auteurs
- Institution(s) de rattachement
- Adresse(s) de messagerie
- Titre de la communication proposée
- Axe dans lequel elle s'inscrit
- Mots-clés (5 maximum)
  
- Résumé de la proposition, de 2 500 signes (espaces compris), qui mentionnera la problématique, les données sur lesquelles se fonde l'analyse, les approches méthodologiques et disciplinaires mobilisées et les résultats.
- Une bibliographie de 5 références au maximum.

Langues : français ou anglais

Les propositions seront envoyées aux formats WORD et PDF aux adresses suivantes :

[colloque.educinclu@gmail.com](mailto:colloque.educinclu@gmail.com)

## **CALENDRIER**

**30 novembre 2019 : réception des propositions de communication**

**15 janvier 2020 : avis sur les propositions de communication**

**30 avril : envoi des résumés par les auteurs**

**18-19 juin 2020 : colloque**

**LANGUES DE COMMUNICATION** : français / anglais

**Les frais d'inscription au colloque seront communiqués ultérieurement (moins de 100€)**

**SITE INTERNET DU COLLOQUE (en construction) :** <http://www.educinclu.inshea.fr>

**CONTACT :** [colloque.educinclu@gmail.com](mailto:colloque.educinclu@gmail.com)

## COMITÉ SCIENTIFIQUE

**Agier Michel**, directeur de recherche à l'IRD et directeur d'études à l'EHESS/CEMS, fellow at IC Migrations.

**Armagnague-Roucher Maïtena**, MCF sociologie, INS HEA, Grhapes, Centre Émile Durkheim, associée à MIGRINTER, fellow at IC Migrations.

**Armand Françoise**, professeure en sciences de l'éducation, Université de Montréal (Canada), CEETUM.

**Azaoui Brahim**, MCF sciences du langage, Université de Montpellier, LIRDEF.

**Baby-Collin Virginie**, PU géographie, Université d'Aix-Marseille, TELEMME.

**Barrère Anne**, PU sciences de l'éducation, Université Paris Descartes, CERLIS.

**Borri-Anadon Corina**, PU sciences de l'éducation, Université du Québec à Trois-Rivières, LISIS.

**Boulin Audrey**, MCF sciences de l'éducation, ESPÉ de l'académie de Versailles, Université de Cergy-Pontoise, ÉMA.

**Bruel Ana Lorena**, professeure à l'Université fédérale du Paraná, Brésil.

**Clavé-Mercier Alexandra**, anthropologue, Université d'Angers, ESO.

**Cossée Claire**, MCF sociologie, Université Paris Est Créteil (UPEC), LIRTES.

**Chnane-Davin Fatima**, PU sciences du langage, Aix-Marseille Université, ADEF.

**Fresnoza-Flot Asunción**, chercheure FNRS, Institut de sociologie, Université Libre de Bruxelles, LAMC.

**Goï Cécile**, PU sciences de l'éducation, Université de Tours, EES.

**Ichou Mathieu**, chargé de recherche, Ined, fellow at IC Migrations.

**Kouamé Jean-Martial**, MCF sciences du langage, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), L3DL-CI.

**Lanier Valérie**, docteure en science politique, Université de Bourgogne, CREDESPO.

**Lepetitcorps Colette**, sociologue, Instituto de ciencias sociais, Universidade de Lisboa.

**Lièvre Marion**, docteure en ethnologie, Université Paul-Valéry Montpellier 3, CERCE.

**Lorcerie Françoise**, Directrice de recherche émérite CNRS.

**Mendonça Dias Catherine**, MCF sciences du langage, Université Sorbonne Nouvelle Paris 3, DILTEC, fellow at IC Migrations.

**Moignard Benjamin**, PU sciences de l'éducation, ESPE de Versailles, Université de Cergy.

**Molinié Muriel**, PU sciences du langage, didactique des langues et des cultures, DILTEC.

**Mustapha El Miri**, MCF, Université d'Aix-Marseille, LEST.

**Navone Lorenzo**, Università di Genova, Laboratorio di sociologia visuale, Italie.

**Niget David**, MCF histoire, Université d'Angers, TEMOS.

**Oller Anne-Claudine**, MCF sciences de l'éducation, Université Paris Est Créteil (UPEC), LIRTES.

**Payet Jean-Paul**, PU sciences de l'éducation, Université de Genève, SATIE.

**Primon Jean-Luc**, MCF sociologie, Université de Nice, URMIS, fellow at IC Migrations.

**Rigoni Isabelle**, MCF sociologie, INSHEA, Grhapes, associée à MIGRINTER et au Centre Émile Durkheim.

**Rubi Stéphanie**, PU sciences de l'éducation, Université Paris Descartes, CERLIS.

**Rygiel Philippe**, PU histoire, ENS Lyon, LARHRA.

**Schiff Claire**, MCF sociologie, Université de Bordeaux, Centre Emile Durkheim, fellow at IC Migrations.

**Sirota Régine**, PU sociologie, Université Paris Descartes, CERLIS.

**Spire Alexis**, directeur de recherche en sciences politiques, IRIS, fellow at IC Migrations.

**Tersigni Simona**, MCF sociologie, Université Paris-Nanterre, Sophiapol, associée du laboratoire URMIS.

**Vié Alexandra**, doctorante en sciences de l'éducation, INSHEA, Grhapes.

**Wihtol de Wenden Catherine**, directrice de recherche émérite au CNRS.

**Zoïa Geneviève**, PU anthropologie, Université Montpellier 2, CEPEL, membre associée LIRDEF.

## COMITÉ D'ORGANISATION

**Armagnague-Roucher Maïtena**, MCF sociologie, INSHEA, Grhapes (EA 7287), associée au Centre Émile Durkheim (UMR 5116) et à MIGRINTER (UMR 7301), *Fellow* de l'institut Convergences Migrations.

**Baneux Iona**, doctorante en sociologie, Université de Bordeaux.

**Boulin Audrey**, MCF sciences de l'éducation, ESPÉ de l'académie de Versailles, Université de Cergy-Pontoise, ÉMA (EA 4507).

**Cossée Claire**, MCF sociologie, Université Paris Est Créteil (UPEC), LIRTES (EA 7313).

**Lallouette Nancy**, titulaire d'un Master en intervention sociale (UPEC) et clowne de théâtre.

**Lanier Valérie**, politiste, Université de Bourgogne.

**Lepetitcorps Colette**, sociologue, Instituto de ciências sociais, Universidade de Lisboa.

**Maillet Séverine**, service des relations internationales et des partenariats, INSHEA.

**Norture Martine**, assistante du service des relations internationales et des partenariats, INSHEA.

**Oller Anne-Claudine**, MCF sciences de l'éducation, Université Paris Est Créteil, LIRTES (EA 7313).

**Rigoni Isabelle**, MCF sociologie, INSHEA, Grhapes (EA 7287), associée au Centre Émile Durkheim (UMR 5116) et à MIGRINTER (UMR 7301).

**Saumon Nel**, IGE, responsable du service des relations internationales et des partenariats, INSHEA.

**Tersigni Simona**, MCF sociologie, Université Paris Nanterre, Sophiapol (EA 3932), chercheure affiliée au laboratoire « Dynamiques européennes » de l'Université de Strasbourg (UMR 7367).

**Vié Alexandra**, doctorante en sciences de l'éducation, INSHEA, Grhapes (EA 7287).

## Références bibliographiques

Armagnague Maïtena (2018), « Enfants et jeunes migrants à l'école de la République : une scolarité sous tension », *Revue Européenne des migrations internationales*, 34(4), 2018, p.45-71.

Armagnague Maïtena, Cossée Claire, Cossée-Cruz Emma, Hiéronimy Sophie, Lalouette Nancy (2017), « Combiner sociologie et arts dans le recueil de données », *Migrations Société*, Dossier Enquêter sur les migrations, 29(167), p.63-76.

Armagnague Maïtena, Rigoni Isabelle (2016), "Saisir le point de vue de l'enfant. Enquêter sur la participation socio-scolaire des élèves migrants", *Recherches qualitatives*, Dossier Prudence empirique et risque interprétatif, Catherine de Lavergne (éd.), Hors-série, n°20, p.311-329.

Bailleul Corentin, Senovilla Hernandez Daniel (2016), *Dans l'intérêt supérieur de qui ? Enquête sur l'interprétation et l'application de l'article 3 de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant dans les mesures prises à l'égard des mineurs isolés étrangers en France*, Poitiers, MIGRINTER, Rapport MINAS.

Clavé-Mercier Alexandra, Rigoni Isabelle (éds.) (2017), "Enquêter sur les migrations. Une approche qualitative", *Migrations Société*, Dossier « Enquêter sur les migrations », 29(167), janv-mars, p.15-28.

Lendaro Annalisa, Rodier Claire, Vertongen Youri Lou (éds.), *La crise de l'accueil. Frontières, droits, résistances*, Paris, La Découverte, coll. Recherches, 2019.

Mendonça Dias Catherine, Rigoni Isabelle (2019), « La demande d'asile : impacts sur la scolarisation de l'enfant et rôles de l'enseignant », *Migrations Société*, 31(176), avril-juin 2019, p.49-63.

Mendonça Dias Catherine (2016), « Les difficultés institutionnelles pour scolariser les élèves allophones arrivants », in Maïtena Armagnague-Roucher et Jean-François Bruneaud, « École, migration, discrimination », *Les Cahiers de la Lutte contre les Discriminations* (LCD), n° 2, p.47-62.

Mendonça Dias Catherine (2012), « FLS, le benjamin disciplinaire ? », in B. Daunay, Y. Reuter et A. Thépaut (éds.), *Les contenus disciplinaires, approches comparatistes*, Septentrion presses universitaires, Éducation et Didactiques, p.221-231.

Noiriel Gérard (1988), *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIXe-XXe siècle*, Paris, Seuil.

Rigoni Isabelle (2019), « The myth of a migration crisis in France. Transformations of public actions and solidarist actions », in Cecilia Menjivar, Marie Ruiz, Immanuel Ness (eds.), *The Oxford Handbook of Migration Crises*, New York, Oxford University Press.

Rigoni Isabelle (2018), « Logiques institutionnelles et répertoires d'action après Calais. Hétérogénéité des pratiques des acteurs sociaux et politiques depuis le démantèlement du bidonville de Calais », *Sciences et actions sociales* (SAS), Dossier : Les démocraties à l'épreuve des migrations contemporaines : politiques de la frontière et réactions sociales, n°9.

Sayad Abdelmalek (2014), *L'école et les enfants de l'immigration*, Paris, Seuil.

Schiff Claire, Fouquet-Chauprade Barbara (2011), "Parcours scolaires et conditions d'accueil des primo-arrivants", in : Françoise Ouevrard, Dominique Glasman (éds), *La Déscolarisation*, Paris, La Dispute.

Sirota Régine (2006), *Éléments pour une sociologie de l'enfance*, Rennes, PUR.

Spire Alexis (2008), *Accueillir ou reconduire. Enquête sur les guichets de l'immigration*, Paris, Raisons d'agir.